

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE**

**Société CHEMINEAU LABORATOIRES à VOUVRAY**

### **Installation de fabrication et conditionnement de produits pharmaceutiques et cosmétiques**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le code de l'environnement, en particulier le titre VII du chapitre V du livre V et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
  - l'article L. 557-28 du code de l'environnement qui dispose qu'« en raison de leurs risques spécifiques, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :
    - 1° La déclaration de mise en service ;
    - 2° Le contrôle de mise en service ;
    - 3° L'inspection périodique ;
    - 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;
    - 5° Le contrôle après réparation ou modification. » ;
  - l'article L. 557-29 du code de l'environnement qui dispose que « l'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré » ;
  - l'article L. 557-53 du code de l'environnement prescrit que : « les mises en demeure, les mesures conservatoires et les mesures d'urgence mentionnées à l'article L. 171-8 peuvent, au regard des manquements constatés au présent chapitre et aux textes pris pour son application, porter sur la mise en conformité, le rappel ou le retrait de tous les produits ou équipements présentant une ou plusieurs non-conformités ou pouvant présenter les mêmes non-conformités que celles constatées ou suspectées, notamment les produits ou les équipements provenant des mêmes lots de fabrication et sur toute mesure énumérée à l'article L. 557-53-1.
- Lorsqu'un opérateur économique est concerné par la mise en conformité, le rappel ou le retrait d'un produit ou d'un équipement, il informe les autres opérateurs économiques auxquels il a fourni ces produits ou équipements, ainsi que les exploitants et les utilisateurs de ces produits ou équipements. » ;
- l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°15866 du 4 avril 2001 autorisant la société Laboratoires CHEMINEAU à poursuivre après extension l'exploitation de ses installations situées 93, route de Monnaie à VOUVRAY ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement faisant suite à l'inspection du 23/01/25 et transmis à l'exploitant le 17/02/2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement - l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence de réponse de l'exploitant ;

#### **Considérant ce qui suit :**

L'article 25.IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 dispose qu'« il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant.

Dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée »

Lors de la visite en date du 23 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté la présence de 28 équipements sous pression mis en service entre 1972 et 2021, soumis à inspections et requalifications périodiques. :

- 10 de ces équipements sont en retards d'inspection périodique ;
- 10 de ces équipements sont en retards de requalification périodique.

La société a mis en place un plan d'actions de janvier 2024 à décembre 2025 pour régulariser l'ensemble des dossiers des équipements sous pression ainsi que les opérations de contrôle en retard.

Ce plan prévoyait le déclassement d'un des dix équipements en retard d'inspection périodique et de requalification périodique.

Lors de l'inspection du 23 janvier 2025, il a été constaté que le déclassement de cet équipement n'était pas encore effectif et que l'exploitation des équipements en retard de qualification périodique n'a pas cessé.

Les équipements sous pression sont des équipements présentant des risques spécifiques en cas de rupture brutale, soumis à ce titre à des dispositions réglementaires très strictes. Les contrôles de suivi en service ont pour objet de s'assurer de la possibilité de poursuivre leur exploitation dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les agents, les installations du site et pour le voisinage extérieur du site.

L'ensemble de ces écarts peuvent avoir un impact important sur l'environnement notamment sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Au vu de ces éléments, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CHEMINEAU LABORATOIRES de respecter les dispositions de l'article 2.5 IV de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

#### **ARRÊTE**

## Article 1<sup>er</sup> – Objet :

La société Laboratoires CHEMINEAU exploitant une installation de fabrication et conditionnement de produits pharmaceutiques et cosmétiques sise 93, route de Monnaie sur la commune est Vouvray, est mise en demeure de procéder **avant le 31 décembre 2025** à la mise en conformité des dix équipements référencés ci-dessous, au titre de la réglementation des équipements sous pression, en les requalifiant, en actant le déclassement ou en les mettant à l'arrêt :

Équipements	Références	Année de fabrication
OLSA 1000_FONDOIR BIEMONT_CUVE	BIEMONT n°259	1978
OLSA 1000_FONDOIR BIEMONT_DP	BIEMONT n°259	1978
FAB 2_DIESEL_CUVE	DIESEL n°84 18 880	1984
FAB 2_DIESEL_DOUBLE PAROI	DIESEL n°84 18 880	1984
FAB 2_OLSA_2000_CUVE	OLSA n°4021	1978
FAB 2_OLSA_2000_DOUBLE PAROI	OLSA n°4021	1978
Kmis_KRIEGER_3T_CUVE	KRIEGER AG n°WO 208130	2008
FAB111_GUERIN_10000_LN2_DP	PIERRE QUERIN n°A5F10700	2011
FAB144a_CUVE 1_EAU DE MER	INOXPA n°ISF0053-B	2014
FAB144a_CUVE 2_EAU DE MER	INOXPA n°ISF0053-A	2014

## Article 2 – Justificatifs :

La société Laboratoires CHEMINEAU située à Vouvray transmettra à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire :

- une liste exhaustive et à jour des équipements sous pression conforme aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé **dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté** ;
- les pièces justifiant de la réalisation des actions de régularisation décrites à l'article 1 du présent arrêté (attestations de requalification périodique, preuve du déclassement ou mise à l'arrêt) **dans un délai d'un mois après la réalisation de l'opération de contrôle**.

## Article 3 : Sanctions :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## Article 4 : Délais et voies de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

**Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.**

#### **Article 5 : Publicité :**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code l'environnement.

#### **Article 6 : Exécution :**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Vouvray sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé réception.

Tours, le **18 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général adjoint,

Guillaume SAINT-CRICQ